

Solidaires International

Le bulletin de la commission internationale
de l'Union syndicale Solidaires



31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris

(33) 1 58 39 30 20 - contact@solidaires.org - solidaires.org

Dans le monde une **classe en lutte** ...

N° 107, Octobre 2018

IRAN :

GREVE DES CAMIONNEURS

Du 22 au 31 mai, la grève des camionneurs avait touché une centaine de villes en Iran.

Leurs revendications portaient sur :

- L'augmentation de la rémunération des camionneurs suite à la hausse de prix des pièces détachées et l'entretien des poids lourds, la hausse de la commission des sociétés de transport, la hausse des péages, la baisse des subventions combustibles et la suppression des aides publiques...
- La reconnaissance de la pénibilité du métier.
- L'augmentation de la retraite.
- L'entretien des routes qui deviennent dangereuses et ont causé beaucoup d'accident ces derniers temps.

REPRESSION

Le régime iranien a fait des promesses, tout en menaçant les grévistes. Les véhicules poids lourds de l'armée et des « gardiens de la révolution » ont été utilisés pour casser la grève. Le gouvernement n'a pas donné suite à ses engagements. Aussi, les camionneurs ont repris la grève le 22 septembre. Le mouve-

ment est d'une ampleur encore plus forte que celui du mois de mai. L'Etat iranien réprime : des centaines d'arrestations, des accusations graves préludes à des emprisonnements de longue durée. Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes manifestent leur appui aux camionneurs d'Iran en lutte et appellent à étendre la solidarité, notamment en diffusant l'information sur la grève.



PALESTINE :

LETTRE DE SALAH HAMOURI

Cher.e.s ami.e.s,

Me voici enfin libéré, après 13 mois de détention, dans une sombre prison de l'occupation. 13 mois sans jamais connaître le motif de ma détention. 13 mois sans savoir quand je retrouverai la liberté. Je connais bien les prisons de l'occupant et son système carcéral mais cette nouvelle détention m'a confortée dans le fait que l'occupation s'acharne à briser des hommes, des femmes et des enfants. La prison est un moyen d'isoler collectivement les Palestiniens. Dans ces prisons, tout est fait pour nous enlever notre humanité. Nous sommes coupé.e.s du monde et de nos proches. L'occupation restreint l'accès à la presse, aux chaînes de télévision afin que nous ne puissions pas nous informer correctement sur ce qui se passe dehors. Nous ne pouvons pas non plus librement étudier ni recevoir des livres ni aucun courrier. Nous y sommes coupé.e.s de nos familles, une seule visite par mois nous permet de voir nos parents de premier degré uniquement, pendant 45 minutes, derrière une vitre, par l'intermédiaire de téléphones, nos conversations personnelles étant minutieusement écoutées et analysées, afin d'exercer des pressions sur nous. Certain.e.s détenu.e.s se voient parfois privés de cette visite, arbitrairement.

Pour ma part, j'étais privé de ma femme et mon fils pendant ces 13 longs mois, une véritable torture psychologique pour nous trois. Mais dans la pénombre de cette prison, il m'arrivait des rayons de soleil qui me réchauffaient le cœur. Mes avocat.e.s et parents me tenaient informés durant les parloirs de la mobilisation en France, en Belgique et même plus loin dans le monde. De retour dans ma cellule, j'en informais mes codétenus. Je tiens à vous remercier tous et toutes très chaleureusement pour votre mobilisation, vos actions diverses et variées, les rassemblements, les débats, les projections de film, les nombreuses affiches collées, pétitions signées, tracts distribués, les interpellations d'élus.e.s et du gouvernement, les propositions de se constituer otage en échange de ma liberté, tout ce que vous avez fait m'a profondément touché. Je dois vous le dire aujourd'hui.

Merci aux citoyen.ne.s, aux militant.e.s des partis politiques, d'associations et de syndicats, aux avocat.e.s, aux artistes, aux intellectuel.le.s qui ont plaidé en ma faveur durant tout ce temps et qui n'ont absolument rien lâché. (...) Enfin, merci au noyau dur de ce Comité qui a sans relâche organisé les événements et fait vivre la campagne, aux côtés d'Elsa et de Jean-Claude.



C'est votre action collective qui a permis de contraindre la diplomatie française à bouger, alors qu'elle aurait préféré laisser ce dossier dans un tiroir. C'est votre action collective qui a permis d'envoyer un message clair à l'occupant : les peuples solidaires du monde ne laisseront pas faire et ils marcheront le temps qu'il faudra aux côtés du peuple palestinien pour qu'il accède à ses droits légitimes de liberté et d'indépendance, comme tous les peuples du monde. C'est ensemble que nous écrirons cette page de l'histoire, nous Palestiniens.e.s et vous solidaires du monde entier.

Encore une fois, mille mercis à toutes et tous. J'espère pouvoir venir très prochainement en France, d'abord pour retrouver ma femme et mon fils dont je suis privé depuis maintenant 16 mois, et ensuite pour venir vous remercier et pour continuer le combat pour mes nombreux camarades encore incarcéré.e.s et pour défendre sans relâche les droits fondamentaux.

A bientôt cher.e.s camarades !

UN SYNDICALISTE ENSEIGNANT EMPRISONNE

Mohammad Habibi, un enseignant et syndicaliste iranien actuellement emprisonné, est en mauvaise santé et ne bénéficie pas des soins médicaux spécialisés dont il a besoin de toute urgence.

Mohammad Habibi, un enseignant et syndicaliste iranien actuellement emprisonné, est en mauvaise santé et ne bénéficie pas des soins médicaux spécialisés dont il a besoin de toute urgence. Prisonnier d'opinion, il purge une peine de 10 ans et six mois de réclusion uniquement pour avoir exercé ses droits fondamentaux. Il doit être libéré immédiatement et sans condition.



Mohammad Habibi, syndicaliste et enseignant en soudage, membre du conseil d'administration de l'antenne de Téhéran du Syndicat des enseignants iraniens, est privé des soins médicaux spécialisés qui lui sont nécessaires. En août 2018, ce défenseur des droits humains, actuellement incarcéré dans la prison d'Evin, à Téhéran, a été transféré pour un court séjour dans un hôpital situé à Téhéran, où il a consulté un médecin généraliste qui a indiqué qu'il devait faire examiner ses reins de toute urgence par un spécialiste. Pourtant, Mohammad Habibi a été ramené en prison sans bénéficier de la prise en charge médicale spécialisée dont il avait besoin. Mohammad Habibi dit également ressentir de fortes douleurs dans le thorax et aux poumons depuis son arrestation brutale, en mai 2018. Cependant, le dispensaire de la prison se contente de lui faire utiliser un inhalateur.

Mohammad Habibi a été arrêté une première fois le 3 mars 2018 devant l'établissement de

Téhéran où il enseignait, en présence de ses élèves. Selon son témoignage, des gardiens de la révolution (pasdaran) l'ont aspergé de gaz poivre et frappé au moment de son arrestation. Il a ensuite été transféré dans un lieu tenu secret, où il a été maintenu à l'isolement jusqu'au 19 mars environ.

TORTURES

Pendant cette période, il dit avoir subi de nombreux interrogatoires au cours desquels on lui a bandé les yeux et on l'a soumis à des actes de torture et à d'autres mauvais traitements, notamment en le giflant, en lui rasant la tête de force, en l'insultant et en proférant des menaces contre lui et sa famille. Il a ensuite été transféré dans la prison d'Evin et libéré sous caution le 15 avril. Le 10 mai, il a de nouveau fait l'objet d'une arrestation brutale, lors d'un rassemblement pacifique d'enseignants organisé à Téhéran pour protester contre la faiblesse des traitements des enseignants et l'insuffisance des fonds alloués à l'éducation publique. Le 23 juillet, lors d'un procès manifestement inique qui n'a duré que deux heures, il a été jugé par la 26e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran, qui n'a fait aucun cas des traces de coups qu'il présentait. Il n'a été autorisé à s'entretenir avec son avocat que 10 minutes avant le procès. En août, pour des motifs fallacieux, il a été déclaré coupable de plusieurs chefs d'accusation liés à la sécurité nationale découlant entièrement des activités de défense des droits fondamentaux qu'il menait en tant que syndicaliste enseignant, et condamné à 10 ans et six mois de réclusion, 74 coups de fouet, une interdiction de voyager de deux ans et une année d'interdiction « d'appartenance à des partis, groupes ou collectifs politiques et sociaux ».

Amnesty International

AMAZON :

RENCONTRE SYNDICALE TRANSNATIONALE

Trente personnes étaient présentes lors de la dernière rencontre qui s'est déroulée dans les locaux de l'union locale-régionale de Ver.di et DGB les 28, 29 et 30 septembre 2018 à Bad Hersfel.

Parmi les présent-e-s : des travailleurs-euse-s de Pologne (entrepôt de Poznan, syndicat de base OZZ-IP), d'Allemagne (entrepôts de Bad Hersfeld, Berlin et Leipzig, syndicat Ver.di) et des USA (Seattle), ainsi que des syndicalistes et des activistes, une responsable locale/régionale de Ver.di, pour le réseau TIE deux camarades, dont l'un membre de Ver.di et l'autre du syndicat de base FAU, du mouvement Make Amazon Pay, du collectif Berlin Migrants Strikers, des collectifs de Kassel et Leipzig de soutien aux travailleurs d'Amazon, du groupe de soutien aux travailleurs d'Amazon de Poznan, une activiste de New York des réseaux des travailleurs US (collectifs et syndicats).

ACTIONS DIRECTES ET AUTO-ORGANISATION

Le vendredi soir, les camarades de Pologne et des USA ont présenté leurs dernières actions. Les syndicalistes polonais sont revenus sur leur action conduite, en juillet dernier, en lien avec le mouvement de grève en Allemagne et en Espagne. Plus récemment, un autre mouvement a eu lieu afin d'obtenir une augmentation de la prime de Noël au sein des entrepôts polonais.

Les deux camarades des USA ont présenté un petit topo autour de la situation spécifique : Au sein d'Amazon il existe une présence syndicale, de la part des « gros » syndicats de Teamsters et le syndicat des travailleur-euse-s des services, le Service Employees International Union (SEIU). Les Teamsters sont en relation, aussi, avec United Food and Commercial Workers International Union. Beaucoup plus

radicale et sur des modalités d'auto-organisation, le syndicat de base UE (pour Electrical, Radio and Machine Workers) et Warehouse Workers for Justice mettent en place des actions dynamiques à Chicago, Seattle et au Texas. Ainsi, s'est mis en place aux USA tout un réseau auto-organisé et autonome avec des syndicalistes de base.



Le samedi a été consacré à la discussion des prochains moyens d'action. Chose notable, une responsable régionale de Ver.di a participé au débat. Les syndicalistes allemands ont aussi présenté leurs dernières actions et revendications, l'obtention de deux jours de repos consécutifs et une action d'évaluation des impacts des pressions exercées par l'entreprise sur le personnel. Lors du mouvement de grève du mois de juillet, un comité de grève s'était mis en place.

Le dimanche matin, une discussion était organisée afin de valider des suites, il a été décidé d'une prochaine rencontre en Pologne courant mars 2019, ainsi qu'une série d'actions revendicatives.

KANAKY :

CONGRES DE L'USTKE

Le 16ème congrès de l'Union syndicale des travailleurs Kanaks et des exploités (USTKE) s'est tenu à Nouméa en octobre. L'enjeu essentiel était le positionnement sur le référendum du 4 novembre.

Comme l'avait fait, en juillet, le Parti travailliste (émanation de l'USTKE), les congressistes ont décidé d'appeler à la non-participation à ce scrutin. Les listes électorales biaisées, le non-respect des engagements pris antérieurement par l'Etat français et le fait qu'il ne s'agit pas d'autodétermination du peuple colonisé motivent ce choix. 116 voix se sont exprimées en ce sens, 16 pour la participation au scrutin (position des organisations membres du Front national de libération kanak et socialiste - FLNKS) et il y a eu 12 abstentions.



A propos des listes électorales, le représentant de l'Union syndicale Solidaires notait dans son intervention : "... les partis politiques et l'Etat, qui font tant d'efforts pour que les arrivants récents, ici, puissent voter (contexte colonial oblige !) ... sont les mêmes qui, en France, refusent tout droit de vote aux populations immigrées, dont certaines sont installées depuis bien longtemps. Les adeptes du racisme et du colonialisme adaptent leurs positions selon d'où ils et elles parlent !"

Hnalaine Uregeï, un des militants historiques de l'USTKE (dont il fut naguère le représentant en France) a dressé un tableau sans concession : " Heureusement que Eloi Machoro ainsi que les autres frères sont morts car on assiste à une régression et une décrépitude du mouvement indépendantiste [...] En 1987, les

indépendantistes ont boycotté le référendum du statut Lemoine pour les mêmes raisons mises en avant aujourd'hui par le FLNKS pour participer au référendum ".

COLONISATION ET AUTODETERMINATION

Le mouvement indépendantiste est divisé. Ce n'est pas à nous de distribuer les bons et les mauvais points. Fidèle aux engagements antérieurs, notre position est le soutien à celles et ceux qui luttent pour le droit à l'autodétermination du peuple Kanak, colonisé par l'Etat français ; un soutien critique, car nous n'avons pas à taire nos interrogations ou désaccords éventuels ... mais sans oublier que ce qui fonde notre action est la solidarité internationale des exploités et l'anticolonialisme. **Le travail d'information et d'explication sur la réalité coloniale est nécessaire.** C'est ce que nous tentons de faire, avec d'autres : dans un cadre unitaire avec le collectif Solidarité Kanaky par exemple, ou avec l'Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK), organisation historique du soutien en France ; c'est encore le cas avec le meeting qui s'est tenu à la Bourse du travail de Paris le 19 septembre.

Au-delà du référendum, qui, comme l'ont rappelé plusieurs congressistes "ne sera pas la fin de l'Histoire" pour le peuple Kanak, le congrès a entendu les rapports des différentes fédérations professionnelles. Tous mentionnaient les inégalités criantes que l'Etat colonial entretient, malgré les promesses des accords signés, notamment en 1988 et 1998.

A noter que le congrès a décidé la réparation du journal "Le combat ouvrier", source d'information de première main sur la réalité sociale et politique de la Kanaky. Outre l'Union syndicale Solidaires, étaient représentées à ce congrès la CGT (avec laquelle l'USTKE a un accord de partenariat), la CNT, le STC (Corse) et Oe Oe To Oe Rima (Tahiti).

KURDISTAN :

UN PEUPLE EN LUTTE

Turquie : la répression continue contre les syndicalistes et le mouvement kurde, ainsi que les procès, notamment contre les journalistes. La répression militaire se fait de plus en plus dure, on dénonce dans la région frontalière avec l'Irak le retour d'un embargo sur les produits alimentaires à destination des zones kurdes en Turquie.

Irak : l'État turc mène une politique de bombardements intensifs et d'actions militaires contre le PKK dans les montagnes au nord du pays. De plus, un assassinat ciblé a visé le 15 août 2018 un dirigeant important de l'organisation à Shengal, Zeki Shengali (Ismail Ozden) c'est-à-dire très loin de la frontière turque. Ce même responsable avait organisé la protection et le sauvetage des Ezidis lors de l'attaque de Daesh en août 2014, il participait aux commémorations du massacre quand il s'est fait « droné ».

Syrie : moment délicat pour l'auto-administration de la fédération du Nord de la Syrie (ex-Rojava), alors que le régime syrien commence à montrer les dents, que la Turquie menace toujours d'une attaque, et que les États-Unis semblent vouloir se désengager. Le maintien des acquis de l'administration autonome risque d'être un combat diplomatique périlleux.

UN CONVOI POUR LAVRIO

L'Union Syndicale Solidaires s'est engagé dans un processus de convoi vers le camp de Lavrio en Grèce, celui-ci accueille depuis les années 80 des exilé.e.s kurdes. Si le camp de Lavrio existe depuis la fin des années 60, depuis 35 ans, il accueille des exilé.e.s politiques de Turquie, du Kurdistan, et plus récemment des familles fuyant la guerre en Syrie.



L'attaque contre Afrin à l'hiver 2017-2018 a ainsi engendré l'afflux de centaines de réfugiés. En juillet 2017, le gouvernement grec, sous pression de la Turquie, a cessé tout soutien au camp. Si en décembre 2017 la population était aux alentours de 300 personnes, depuis l'attaque de la Turquie sur Afrin de nombreuses familles sont arrivées. Aujourd'hui, le camp abrite près de 600 personnes dont au moins une cinquantaine d'enfants de moins de 3 ans. Avec le durcissement des lois européennes sur l'immigration, les exilé.e.s restent bloqué.e.s des mois, voire des années en Grèce.

C'est pourquoi dans le cadre de notre soutien au peuple kurde mais aussi dans notre lutte contre les politiques européennes visant à empêchant les migrations, nous avons décidé de monter un convoi solidaire pour le camp de Lavrio. La camionnette de Solidaires partira de Toulouse le 22 octobre avec à son bord du gros matériel : fauteuil de dentiste, réfrigérateur, des cuisinières électriques, des draps, des couvertures, des duvets, des oreillers, des radiateurs électriques, des machines à laver mais aussi des vêtements et des médicaments. Des achats de nourriture grâce aux dons d'argent de nombreux syndicats de Solidaires seront aussi faits sur place.

Les militant-e-s resteront ensuite trois jours sur place à la fois pour rencontrer et discuter avec les habitant-e-s du camp, notamment des syndicalistes exilé-e-s mais aussi rencontrer les militant-e-s grecs et perpétuer des liens déjà noués via le collectif Solidarité France Grèce ou les réseaux syndicaux.

LA REVUE

En travail depuis deux ans, soit autant qu'une éléphant en gestation, la revue Kurdistan va enfin sortir. Elle est issue du travail de camarades de la commission qui s'intéresse au Kurdistan et tente de porter syndicalement des initiatives de solidarité dans une situation politico-économique très imbriquée dans les « quatre parties » au Kurdistan, qui s'organise autour d'un projet de transformation sociale radicale. La revue revient sur l'histoire du Kurdistan, « ce pays qui n'existe pas », séparé entre 4 États (Irak, Iran, Syrie, Turquie). Elle présente le projet actuel de confédéralisme démocratique développé depuis 10 ans, et la manière dont les luttes se déclinent sur divers aspects centraux dans le projet : écologie, féminisme, syndicalisme. Nous avons aussi souhaité avoir une partie « solidarités » afin d'exposer les multiples manières dont s'engagent ceux et celles qui veulent soutenir les luttes au Kurdistan.

Cette partie rejoint celle sur le réseau international de solidarité. La revue se termine sur un point sur la situation en Turquie, déjà daté, mais qui attestait largement de la dégringolade. Pour la revue comme pour les retours du convoi, il est possible de contacter la commission pour organiser des rencontres.



ARGENTINE : LIBERTE POUR DANIEL RUIZ

En Argentine, le syndicalisme subit une très forte répression. Depuis le 12 septembre Daniel Ruiz, syndicaliste du secteur pétrolier est en prison pour participer à une manifestation le 18 décembre 2017 contre les réformes et les coupes budgétaires du gouvernement de Macri proposées par le FMI. Ce jour-là, une importante contestation des grévistes avait été violemment réprimée par les forces de l'ordre et avait défrayé la chronique. Des bombes lacrymogènes et des balles en caoutchouc ont été utilisées : des dizaines de blessés côté manifestants, plus de 60 arrestations. En effet, en Argentine les manifestants sont toujours traqués, brutalisés par la police et placés en garde-à-vue. Cette répression intervient la même semaine où des travailleurs du secteur public pleinement investis dans la construction de la mobilisation

et enthousiasmés par la grève avaient organisé le blocage du pays pour réclamer leur droit à l'emploi et refuser les accords avec le FMI. L'Etat argentin démontre une fois de plus son mépris des revendications, préférant réprimer dans l'œuf les luttes des travailleurs combattifs plutôt que d'apporter des réponses. En solidarité avec les syndicalistes de l'Argentine, nous dénonçons la répression barbare anti-syndicale. Exigeons la libération immédiate de Daniel Ruiz, et l'arrêt des poursuites contre les syndicalistes. Tenons l'Etat argentin responsable de toute atteinte physique à l'encontre des militants. Nous invitons à intervenir auprès de l'ambassade argentine en demandant à ce que Daniel Ruiz soit libéré. Vous pouvez envoyer des motions auprès de l'ambassade de l'Argentine en France : secon_efran@mrecic.gov.ar

CHINE :

LUTTE DES SALARIE-ES DE JASIC

Jasic est une entreprise de haute technologie fabriquant du matériel de soudage qui emploie au total environ 10 000 personnes. Dans son usine de Shenzhen, les salariéEs veulent, au printemps 2018, créer un syndicat. Ils/elles subissent depuis une répression féroce.

Les infractions à la législation du travail sont innombrables à Jasic, comme par exemple la modification à dernière minute des horaires, un système illégal de sanctions comportant des amendes pour "mauvaise conduite", "parler au travail", "ne pas éteindre les lumières après le travail", "se teindre les cheveux ou porter un tatouage". La fourchette des amendes va de l'équivalent d'une à trois journées de travail. Afin de mieux pouvoir pénaliser les salariéEs, l'entreprise les surveille même dans les toilettes. Par ailleurs, celle-ci ne verse à la caisse de prévoyance logement qu'une partie des sommes légalement prévues. Elle a également constitué des "fichiers noirs" sur les salariéEs comportant des données personnelles les concernant.



Au printemps 2018, l'union locale de la centrale syndicale unique accepte que des salariéEs créent un syndicat, et 89 salariéEs se déclarent alors publiquement partie prenante. Cela n'est pas du tout du goût de la direction de Jasic qui déclare que la signature des salariéEs leur a été extorquée. Elle déclare brusquement qu'un syndicat-maison a été constitué à la mi-juin, avec à sa tête ses hommes de confiance. Et comme il ne peut légalement y avoir qu'un seul syndicat dans la

même entreprise, la direction de Jasic déclare que le syndicat constitué par les salariéEs est illégal. Même son de cloche du côté de l'union locale de la centrale syndicale unique, étroitement liée au patronat local et dirigée par le parti unique au pouvoir. Une répression féroce a lieu contre les syndicalistes de Jasic : changements arbitraires de poste de travail, tabassages, expulsion violentes de l'usine, licenciements. Des syndicalistes et personnes venues les soutenir sont agressés, puis arrêtés. Dans plusieurs universités, des milliers d'étudiantEs expriment leur solidarité par diverses lettres ouvertes et pétitions. Des étudiantEs traversent même le pays pour remettre directement leurs lettres ouvertes aux autorités de Shenzhen. Une fois sur place, ils/elles jouent un rôle central dans la mise en place d'un comité de soutien. Celui-ci organise des prises de parole, des rassemblements et des événements artistiques.

Plusieurs personnes sont alors carrément enlevées dans la rue sans qu'on ait par la suite de leurs nouvelles. Le 24 août au petit matin, la police anti-émeute embarque plus de 50 personnes dans leur lit.

Le bilan au 1er septembre, est d'environ 70 personnes derrière les barreaux, dont 14 salariés et plus d'une cinquantaine de membres du comité de soutien. Il s'agit de la répression anti-ouvrière la plus importante depuis 2015.

Le 1er août à Hong Kong, diverses organisations syndicales, associatives et politique manifestent en solidarité, et une pétition est lancée signée par une centaine d'universitaires et chercheurEs.

Alertées par la centrale syndicale hongkongaise HKCTU, des structures syndicales internationales expriment leur solidarité comme l'Union syndicale Solidaires, le RSISL et le réseau nord-américain LaborNotes.¹

¹<https://solidaires.org/Arrestation-de-syndicalistes-a-Shenzhen-en-Chine>

ALGERIE :

LA REVOLTE INACHEVEE D'OCTOBRE 88

5 octobre 1988, 5 octobre 2018, 30 années se sont écoulées depuis les événements tragiques mais aussi heureux d'octobre 88, un mois où les algériens sont sortis dans les rues, unanimes pour exprimer leurs ras-le-bol et réclamer haut et fort la justice sociale, les libertés, l'égalité, en un mot ; la dignité.

Le bilan des victimes fut très lourd, des centaines de personnes assassinées par balles, des milliers arrêtés, torturés et de blessés. Malgré la répression sanglante, ces événements douloureux ont donné naissance au pluralisme politique, associatif, syndical et de la presse privée ... mais le pouvoir, qui ne se soucie que de sa pérennité aux dépens du peuple et de l'existence même de la nation algérienne, a vite fait de vouloir revenir sur ces acquis chèrement obtenus.

30 ans après, les acquis démocratiques d'octobre 88 sont remis en cause et menacés de disparition, les droits de l'Homme sont quotidiennement bafoués, les libertés d'associations, syndicales, de réunion et d'expression régressent, les manifestations et de rassemblements pacifiques sont interdites.

30 ans après, les raisons de ce soulèvement sont toujours d'actualité, crise financière, économique et sociale, les algériens souffrent de la misère, du chômage, de la cherté et de la précarité de la vie, sans oublier la bureaucratie, la corruption à grande échelle, les jeunes fuient le pays, les contestations au sud de l'Algérie comme au nord se généralisent et sont devenues le seul moyen des algériens pour réclamer leurs droits les plus élémentaires. La fuite en avant et le désengagement de l'Etat met en péril la cohésion sociale et l'unité nationale qui n'ont jamais été aussi menacées qu'aujourd'hui. Le pays traverse une crise politique, économique et sociale, crise institutionnelle et structurelle à tous les niveaux de l'Etat, la situation s'aggrave, le contexte national et régional impose une véritable et sérieuse ouverture démocratique avec l'implication de tous les algériens et algériennes pour mettre les premiers jalons d'un Etat de droit, de justice et de démocratie, où la souveraineté chèrement arrachée, sera restituée au peuple algérien.



Le RAJ (Rassemblement Action Jeunesse) met en garde les pouvoirs publics contre sa politique d'entêtement et de sa sourde oreille, opposées aux revendications légitimes des algériennes et des Algériens. Il considère que seule la restitution de la parole au peuple Algérien et la construction d'un Etat de droit et de justice sociale constituent les vrais leviers pour faire face à la crise. Il interpelle les pouvoirs publics sur les violations répétitives des droits humains et sur ses errances sur le plan économique et social, sur les risques qu'encourt le pays vu l'absence d'une stratégie et d'une politique économique qui amorceront la transition économique et réduiront la dépendance aux hydrocarbures.

Le RAJ appelle les forces vives et progressistes avec toutes ses composantes, associations, syndicats, partis politiques et l'élite nationale à conjuguer tous les efforts, créer les synergies nécessaires et engager un débat large et constructif permettant l'avènement d'une république démocratique et sociale. Nous réaffirmons, enfin, notre attachement à la lutte pacifique pour la réappropriation des espaces de libre débat, le respect des droits l'Homme et des libertés, toutes les libertés.

RENCONTRE EUROPEENNE DES COURSIER-ERES

Les 25 et 26 octobre une assemblée de coursier-ères se tiendra à Bruxelles à l'initiative du réseau Altersummit auquel Solidaires participe.

Cette initiative est issue de la volonté de réfléchir ensemble sur les nouvelles formes du travail et d'organisation du capitalisme mais aussi de confronter les différentes expériences de lutte et d'organisation dans les différents pays européens. L'Altersummit a souhaité encourager les rencontres et permettre d'avoir des débats entre livreur-euses,

syndicats, coopératives... Des débats seront organisés et une initiative de manifestation à vélo aura lieu en direction d'une des entreprises de plateforme présente à Bruxelles. Des camarades de SUD commerce seront présent-es ainsi que des militant-es du CLAP.

ARGENTINE : SOUTIEN A MOIRA MILLAN !

Durant les mois qui ont suivi la disparition de Santiago Maldonado, sous couvert de la recherche de preuves, ont eu lieu des atteintes et des abus de violences institutionnelles dans diverses communes limitrophes de la zone d'Esquel en Argentine.

Dans ce cadre, Moira Millan, a accompagné des membres de la communauté Vuelta del Rio au tribunal fédéral d'Esquel pour exiger l'arrêt de pareil harcèlement grossier et afin de demander l'arrêt des poursuites du juge Guido Otranto en charge. Ces requêtes se sont faites de manière pacifiste durant toute la journée comme en témoignent les médias présents sur les lieux. Suite à cela,

Moira Millan a reçu de violentes menaces de mort par téléphone et un harcèlement permanent de la part des forces de police. Le 26 juin dernier, Moira Millan s'est vue notifier par ordre du juge Guido Otranto sa mise en examen au titre de « Violence aggravée » pour des faits reprochés le 20/09/2017 au tribunal d'Esquel comme expliqué précédemment. Elle encourt entre 2 et 4 ans de prison.

EUSKAL HERRIA : LE LAB CONTRE LE AHT

Le syndicat LAB a annoncé début octobre le décès d'un travailleur sur les chantiers de la ligne à grande vitesse, le AHT (Abiadura Handiko Trena - Train à Grande Vitesses, extension de la LGV) dont le projet est de relier les grandes villes du Pays Basque Sud. C'est le 9ème travailleur qui meurt sur les chantiers de construction de la ligne.

Les entreprises en charge de la construction multiplient les conditions précaires de travail, elles-mêmes sous pression par le gouvernement libéral de la communauté autonome d'Euzkadi.

Depuis plusieurs années une grande campagne d'opposition contre le AHT regroupant des structures politiques, syndicales (LAB, ELA, CGT...) et associative au sein du collectif AHT Gelditu ! Elkarlana (Coopération Arrêtons le AHT) s'active à annuler le projet qui a un coût social et environnemental. Des actions sont menées afin d'arrêter le projet, mais aussi de grandes manifestations avec comme slogan « AHT ez- non au AHT ». Ce combat est le symbole de la lutte contre le néolibéralisme qui délocalise et qui maintient les travailleurs dans une extrême précarité. A nous de relayer leur lutte contre ce projet mortifère et destructeur.



NICARAGUA : ORTEGA REPRIME

Au Nicaragua, durant tout le mois d'avril, les mobilisations populaires n'ont pas cessé, contre les plans du FMI visant à réduire les pensions.

Ces manifestations ont été réprimées et l'objet de violences policières et d'Etat de la part du gouvernement de Daniel Ortega. Dès lors, les mobilisations populaires ont exigé la fin de la dictature de Daniel Ortega. Ces mouvements se sont étendus à tout le pays, se traduisant par le contrôle de routes et de villes, y compris de certains symboles sandinistes de la lutte contre la dictature de Somoza, comme la ville de Masaya ou le quartier de Monimbo.



La dictature de Daniel Ortega a multiplié les attaques, provoquant la mort de plus de 450 personnes et des centaines de blessés et de

disparus. La lutte du peuple du Nicaragua contre la dictature est légitime et nécessite le plus grand appui de toutes les organisations du mouvement social, notamment celles des travailleurs et travailleuses. Nous exprimons tout notre soutien à la lutte du peuple du Nicaragua, pour mettre « dehors Ortega et Murillo ». Nous condamnons la répression exercée par le gouvernement de Daniel Ortega envers les manifestations populaires. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes apporte toute sa solidarité au peuple du Nicaragua qui lutte pour renverser la dictature et appelle toutes les organisations syndicales et populaires dans le monde à organiser les boycotts politiques et économiques de celle-ci. Solidaires a participé au rassemblement devant l'ambassade à Paris et contribuera à faire de l'information sur les mouvements sociaux en cours au Nicaragua (mouvements de travailleurs, paysans, écologistes, féministes, LGBT, étudiants...) et à les soutenir. Une délégation de ces mouvements devrait être présente en Europe à la mi-octobre, une occasion pour exprimer notre soutien.

PALESTINE : SYNDICATS DIFFAMES

Un syndicat du Réseau, le CUPW (Canadian Union of Postal Worker) est attaqué pour son soutien à un autre syndicat de postiers du Réseau, le PPSWU (Palestinian Postal Service Workers Union).

Un lobby, B'nai Brith Canada, qui a pour mission de faire du lobbying international pour l'Etat d'Israël dénonce l'adhésion à BDS de ces deux syndicats et tente de faire passer le PPSWU pour un soutien du « terrorisme ». Évidemment, ce que B'nai Brith Canada relaie, c'est le discours de l'Etat d'Israël : toute critique des violations du droit international, comme la colonisation de territoires palestiniens, est assimilée par Israël à un discours antisémite et, partant, terroriste. Ce

qui est visé par ces insinuations, c'est donc l'adhésion de ces syndicats à la campagne BDS. Nous rappelons ici que le Réseau a adhéré à cette campagne également et l'assume, que cette campagne vise à dénoncer les violations du droit international commises par l'Etat d'Israël dans des territoires palestiniens, violations condamnées par l'ONU notamment. L'Union syndicale Solidaires et le Réseau syndical condamnent cette situation.

BRESIL : BATTRE BOLSONARO !

Nos camarades de la CSP-Conlutas nous ont fait parvenir ce communiqué produit entre les deux tours des élections présidentielles. Il précise la prise de position de la centrale brésilienne face au danger fascisant de la candidature Bolsonaro comme, il rappelle leur opposition à une gouvernance PT.

Le second tour de l'élection présidentielle opposera Jair Bolsonaro et Fernando Haddad. Après 13 ans de gouvernement PT et de gouvernement Temer, il s'agit là du résultat d'une société brésilienne en prise à des facteurs qui à juste titre scandalisent les couches populaires : chômage et précarité, recrudescence de la violence liée à la misère sociale, corruption de la classe politique. Une situation qui, de l'avis de tous et toutes, n'est plus supportable. Ce sentiment d'indignation du peuple, l'a conduit à se mobiliser et à être sur le « pied de guerre » contre qu'il conçoit comme une véritable guerre sociale que l'on impose aux pauvres.

Face à ces attaques anti-sociales contre nos droits, nous avons assisté à une riposte d'envergure de la classe ouvrière : grèves, avec entre autres récemment la plus massive grève générale jamais connue au Brésil, occupations d'espaces publics en zones urbaines, récupération de terres dans les campagnes par les paysan-n-es. Sur le front des luttes sociales, ce sont aussi les mobilisations féministes, le 29 septembre, contre le programme homophobe et mysogine du candidat d'extrême droite Bolasonaro, qui ont marqué les esprits.



Notre classe n'est pas vaincue. Bien au contraire. Malgré tout un véritable danger existe avec une éventuelle victoire électorale de Bolasonaro, qui n'aggraverait qu'un peu plus encore nos conditions de vie. Ce dernier par ses prises de positions est à nos yeux qu'un crypto-fasciste : soutient l'héritage des heures sombres de la vie de

notre pays, du temps des années de dictature dans les années 70, son discours est ouvertement raciste à l'encontre des populations els plus pauvres, notamment du Nord-Est brésilien, sa politique est authentiquement ultra-libérale avec des propositions qui feront que les riches seront plus riches et les pauvres plus pauvres encore. Il menace également les libertés publiques, en particulier nos droits syndicaux. Il entend également s'attaquer aux droits des Femmes, des Homosexuels, des populations noires et indigènes (entre autres des indiens Quilombas). Ces idées défendues par Bolsonaro s'accompagnent d'actes de violences au cours de cette campagne électorale. On ne compte pas le nombre d'agressions, de passages à tabac et même de meurtres qui sont perpétrés, ici et là sur tout le territoire, par ses partisans.

Il est clair pour nous qu'il faut battre Bolsonaro au second tour : que ce soit dans les urnes mais aussi et surtout dans la rue. Car s'il est élu, il mettra à exécution ses menaces, en s'appuyant sur tout l'appareil répressif de l'Etat, l'Armée et la Police.

Battre Bolsonaro, toutefois, ne signifie pas pour autant, pour nous CSP-Conlutas, donner un blanc-seing au PT. Bien au contraire, nous poursuivrons, hier comme demain, notre combat contre un gouvernement travailliste comme nous le faisons ouvertement depuis une décennie. Nous affirmerons, hier comme demain, notre autonomie d'action de classe contre tout type de collaboration et complaisance avec un gouvernement PT. Nous continuerons à défendre notre indépendance classe, et nous opposerons à un éventuel gouvernement PT dès le premier jour.

La dictature plus jamais !

Pour l'abrogation immédiate de toutes les mesures et réformes de Temer!

Pour la suspension du paiement de la dette publique !

Pour l'emploi, les salaires, le droit à la terre et des logements dignes !

Pour la défense des services publics et des fonctionnaires !